

"Il n'y a pas de contradiction parce que la langue française n'est pas la première langue dans 90 pour cent des pays membres de la francophonie."

A son arrivée sur le sol canadien, M. Boutros-Ghali s'est trouvé malgré lui au coeur d'une controverse entre Ottawa et Québec. Le premier ministre Lucien Bouchard a annulé son tête-à-tête avec le représentant de la francophonie sous le prétexte que le fédéral n'avait pas respecté le protocole d'entente sur les visiteurs étrangers sur le territoire québécois.

Muet sur la question, le numéro un de la francophonie préfère ne pas se mêler "des querelles de famille". Optimiste, il ne croit pas que ces tensions entre Ottawa et Québec porteront ombrage aux travaux du sommet de Moncton.

Au Sommet de Hanoï, au Vietnam, l'an dernier, les 52 membres de la Francophonie avaient décidé de se donner un secrétaire général et de politiser davantage leur action. "Le français ne doit pas seulement être un outil de culture", écrivait M. Boutros-Ghali récemment dans *Le Devoir*.

L'Organisation internationale de la francophonie a été active: elle a envoyé des observateurs pour surveiller les élections dans des pays ayant le français comme langue d'usage. Mais il n'est pas devenus. L'Organisation de la francophonie veut faire de la "diplomatie préventive" pour résoudre des conflits dans la mesure de ses moyens financiers et matériels, a souligné le secrétaire général.

© La Presse Canadienne, 1998